

Jean-François Carencu, le préfet de région, a profité jeudi de la réunion des exécutifs locaux (départements, grandes villes) au conseil régional à Lyon pour annoncer la nouvelle : l'enquête publique pour la portion française du TGV Lyon-Turin se déroulera en janvier et février prochains. 71 communes sont concernées entre Saint-Exupéry et Saint-Jean-de-Maurienne.

Après l'accord intervenu en septembre entre la France et l'Italie pour le financement du tunnel de base (57,9 % pour l'Italie et 42,1 % à la charge de la France), cette décision est de bon augure selon Jean-Jack Queyranne, le président du conseil régional. D'autant que l'Europe vient de porter sa contribution probable à 40 % non seulement pour le tunnel de base mais également pour les percées de la Chartreuse, de Belledonne et du Glandon.

Au total, le montant de la facture pour les accès français s'élève à 7,7 milliards d'euros, dont 923 millions à la charge des collectivités territoriales, la Région prenant à son compte 646 millions. « Des milliers d'emplois sont en jeu dans notre région » explique Jean-Jack Queyranne qui voit dans ce chantier gigantesque « outre son aspect global, européen, une opportunité d'aménagement du territoire pour l'Est de Rhône-Alpes ». Ce sera toujours ça de pris...

### **Le crédit plus rare**

L'annonce du préfet sur le Lyon-Turin a bien été la seule satisfaction des élus réunis à la Région. Car dans un contexte plus que morose, ils ont unanimement constaté la difficulté pour les collectivités territoriales d'accéder au crédit. Jean-Jack Queyranne plaide pour la création d'une agence de financement des collectivités locales mais si d'aventure son principe était retenu (le gouvernement est réservé), elle mettrait du temps à être opérationnelle.

C'est la raison pour laquelle la Région lance ces jours-ci son emprunt obligataire. Il s'agit de lever 100 millions d'euros auprès des institutions (assurances, fonds de pension, mutuelles) afin de maintenir la capacité d'investissement du Conseil régional et ainsi « soutenir l'économie ». Grâce à la note "AAA" de la Région, « cette émission devrait être attractive » estime le président de Rhône-Alpes.

Le Dauphiné, le 12/11/2011 à 06:01